



22 novembre 2024

**Lettre ouverte :
Défendons la démocratie en santé et les droits des patients
face à des mesures injustes !**

À nos concitoyens, aux responsables politiques, aux professionnels de santé, et à tous ceux qui se préoccupent du système de santé français,

C'est avec une profonde inquiétude et un sentiment d'indignation que nous, patients, familles et citoyens concernés, avons pris connaissance des récentes annonces du ministère du Budget concernant l'autorisation de substitution ouverte pour les pharmaciens et l'intégration du tiers payant contre biosimilaire. Ces décisions, loin de servir les intérêts des patients et du système de santé, apparaissent comme une attaque directe à la démocratie en santé et au principe fondamental de la décision médicale partagée.

Un système qui sacrifie les patients sur l'autel de l'économie : une injustice flagrante

Ces mesures, sous couvert d'économies budgétaires, entérinent des pratiques qui privilégient les intérêts financiers des pharmaciens. Préserver les officines oui, sur le dos du système et des patients, non :

- **Substitution ouverte des biosimilaires** : Désormais, un pharmacien pourra substituer un biosimilaire même si un autre biosimilaire est prescrit par le médecin. Le choix du traitement n'est plus dicté par des considérations médicales mais par des critères purement économiques.
- **Suppression du tiers-payant pour certains traitements** : en cas de refus par le patient de la substitution, celui-ci devra régler le montant du médicament d'origine concerné. Une mesure injuste qui revient aujourd'hui sans justification valable, augmentant encore le reste à charge des malades chroniques déjà fragilisés.
- **Incitations financières de 100 euros par boîte et égalisation des marges** pour les pharmaciens: Ces dispositifs encouragent les pharmaciens à orienter les prescriptions vers des traitements leur étant financièrement avantageux, et non vers les meilleures solutions pour le patient.

Alors que des remontées du terrain font régulièrement état de pressions exercées sur les malades via des prétextes de rupture de stock pour forcer la main aux patients, nous dénonçons des annonces qui représentent non seulement une entrave au libre choix des patients et des médecins, mais un véritable mépris des droits des malades.

Démocratie en santé : une façade qui cache des mesures arbitraires

Ces mesures sont un affront à la démocratie en santé, un modèle pourtant vanté comme exemplaire en France. Où est la concertation avec les collectifs de patients, les professionnels de santé et les associations concernées ? Où est l'analyse rigoureuse des bénéfices réels pour le système de santé ?

Le ministre du Budget annonce 50 millions d'économies. Mais sur quelle base alors qu'aucune étude d'impact n'a été fournie. Les économies supposées grâce aux incitations pour la substitution des biosimilaires sont également contestables. Nous exigeons des preuves concrètes et des chiffres fiables.

Nos revendications : restaurer l'équité et protéger les droits des patients

Nous refusons de rester silencieux face à ce scandale politique. Les biosimilaires ne sont pas des produits ordinaires. Il n'y a pas que des enjeux financiers. C'est d'abord de la santé de citoyens dont il s'agit. L'information des malades, la continuité du traitement et la sécurité des soins doivent être au cœur des décisions.

Nous demandons de :

1. **Limiter la substitution des biosimilaires aux prescriptions de biologiques référents :**
Seul un médecin, en connaissance des antécédents et des besoins spécifiques du patient, peut décider du traitement approprié. Seule la substitution dans ce cadre amène une augmentation réelle du taux de pénétration des biosimilaires ! La substitution d'un biosimilaire par un autre biosimilaire n'a aucune justification et nous demandons la stabilité des traitements.
2. **Exclure le tiers-payant conditionné aux biosimilaires :** Une mesure discriminatoire et injuste qui pénalise les patients les plus vulnérables.

Ces revendications sont simples, légitimes et nécessaires pour préserver un système de santé fondé sur la confiance, l'éthique et la justice.

Un appel à la mobilisation : agissons ensemble

Face à ces décisions dangereuses et insensées, il est temps de nous unir. Nous en appelons aux collectifs, associations et citoyens pour dénoncer ces mesures et exiger un véritable débat public. Le silence serait complice.

Ces mesures, loin de moderniser notre système de santé, le déshumanisent et le fragilisent. C'est le devoir de chacun d'agir pour qu'en France, la santé ne soit jamais réduite à une simple ligne budgétaire.

Reprenons le contrôle. Défendons nos droits. Pour une santé juste, éthique et humaine.

Avec détermination,

Action Patients :

Actions Traitements, AFA Crohn-RCH, AFH, AFPric, AFS, Association France Spondyloarthrites, Aider à Aider, Alliance du cœur, ANDAR, Après J20, ARSLA, Cancer Contribution, Diabète et Méchant, ELLyE, Fédération CAIRE, FFAAIR, Les Triplettes, Patients en réseau, Renaloo, SOPK, Vivre sans Thyroïde

et : France Psoriasis, Retina France